

TRIBUNE Neuf personnalités du monde économique et scientifique nous rappellent certains épisodes oubliés de la carrière de celui qui est une nouvelle fois pressenti pour entrer au gouvernement de François Fillon. Édifiant !

Claude Allègre : question d'éthique

Les rumeurs sur la nomination de Claude Allègre à un poste éminent par Nicolas Sarkozy, ministériel ou non, ont suscité de nombreuses réticences de la part de membres de la communauté scientifique, du monde associatif, du monde de l'éducation, voire de personnalités politiques de divers bords. Lui sont reprochés non seulement ses jugements à l'emporte-pièce sur des sujets hors de sa compétence scientifique ou ses erreurs de diagnostic dans sa propre sphère de compétence, mais aussi le caractère excessif de ses propos. L'académicien affiche à l'envi une personnalité provocatrice, et réussit ainsi à se parer auprès du public d'une sorte d'aura d'anti-« langue de bois », du « parler vrai », de « sagesse populaire ». Ses livres sont lus, ses propos commentés par les médias ; bref, il fait recette auprès du grand public. Et cela est probablement la principale raison de la faveur du Prince. Qu'importe alors qu'il nie le rôle des activités humaines dans le changement climatique ou l'intérêt de désamianter Jussieu : l'essentiel n'est pas d'avoir raison et d'agir en conséquence, mais de provoquer.

Il y a cependant plus grave. Car derrière ce caractère volontiers provocant, derrière ces affirmations qui choquent la grande majorité de la communauté scientifique, il y a aussi un problème de respect de la déontologie la plus commune, comme en témoigne l'affaire de la Soufrière, aujourd'hui bien oubliée, mais premier témoin des dérives dangereuses du personnage.

Le 8 juillet 1976, le volcan de la Soufrière, à la Guadeloupe, entre en éruption : dans les jours qui suivent, une partie des populations de Saint-Claude et de Basse-Terre fuient spontanément dans la plus totale improvisation avant que, le 15 août, les autorités décident l'évacuation totale. Deux thèses s'opposaient en effet, celle d'Haroun Tazieff, alors chargé de la volcanologie à l'Institut de physique du globe (IPG), considérant que la nature phréatique de l'éruption excluait tout danger immédiat, et celle de Claude Allègre, considérant que l'on pouvait reconnaître dans les premières manifestations du volcan les prémices d'une



Derrière des affirmations qui choquent la majorité des scientifiques, il y a aussi un problème de respect de la déontologie la plus commune. GUILLOT/AFP

éruption magmatique imminente justifiant pleinement une évacuation immédiate et massive. *France Antilles* titrait le jour de l'évacuation : « Nous courons à la catastrophe » et ajoutait : « On envisage une explosion équivalente à celle de plusieurs bombes atomiques... » De quoi effectivement interpellé les autorités (voir « Imbroglie scientifico-politique à la Soufrière », une analyse de Martine Barrère parue dans *la Recherche* de janvier 1977). Une querelle d'experts, comme c'est bien souvent le cas, tranchée avec raison par les pouvoirs publics dans le sens du principe de précaution, bien avant son invention. À l'appui des dires des uns et des autres, des relevés sismiques, des observations locales, des analyses chimiques de gaz, des analyses d'échantillons de retombées, des

enregistrements. Pierre de touche de la polémique, la présence ou non de « verre frais » dans les cendres de l'éruption, marqueur d'un épisode magmatique extrêmement dangereux. Et là, on apprend, à l'audience d'un procès qui oppose Allègre à Tazieff en 1991, que « plusieurs témoins entendus ont affirmé que, dès le début septembre, Claude Allègre a su qu'il n'y avait pas de verre frais dans les prélèvements et que les éruptions constatées étaient de nature phréatique. Il aurait interdit aux témoins de le dire (témoignages de Rose-Marie Chevrier, François Le Guern et Danièle Dajlevic), parce que le maintien de l'état d'urgence était plus favorable à l'octroi de crédits pour l'université (témoignage Le Guern) ».

Dans une interview au *Figaro* du 18 juillet 1990, Mme Chevrier ajoute :

« Le 19 août, M. Allègre nous a dit que nous nous étions trompés, il n'y avait pas de verre frais, et il nous a interdit de le révéler. » Léon Steinmetz, en charge de la direction scientifique de l'équipe guadeloupéenne du 29 septembre au 2 décembre 1976, s'en est ouvert également quelques jours avant sa mort à l'un d'entre nous... Et ce n'est qu'à partir du 27 octobre que les premiers habitants sont très progressivement autorisés à rentrer chez eux. En 1981, un jeune chercheur de l'IPG, dont Claude Allègre est le directeur, s'insurge contre une falsification, la construction d'une courbe sur des points prétendus régulièrement expérimentés dont les chiffres ne pouvaient pas être obtenus avec le matériel de l'IPG. De même, en 1981, M. P. Le Fort, géologue de Nancy, proteste auprès de la revue *Nature* contre une courbe qu'il considère comme « fabriquée » par Claude Allègre.

Certes, ces témoignages ne constituent pas des preuves irréfutables. Reste qu'il est pour le moins surprenant que le parcours scientifique de Claude Allègre soit régulièrement balisé par de telles affaires, très rares dans la communauté scientifique, dans lesquelles le domaine de l'erreur ou de la vérité scientifique côtoie de près celui, beaucoup plus glauque, de la manipulation.

Avant de nommer Claude Allègre à de hautes fonctions liées à la science, on voudrait se persuader que le président de la République n'a aucune crainte de voir son poulain verser à nouveau dans de semblables dérives...

—Geneviève Azam, (économiste, université Toulouse-II), Jean-Yves Barrère (économiste, fondateur du Cedetim), Denis Clerc (fondateur d'Alternatives économiques), Benjamin Dessus (économiste, président de Global Chance), Jean Labrousse (ancien directeur de la météo nationale), Gus Massiah (président du Crid), Michel Mousel (ancien délégué aux risques majeurs), Jacques Testart (biologiste).